

Petite histoire de la France

De la Belle Époque à nos jours

Dans la même collection

- Zygmunt Bauman, *Les riches font-ils le bonheur de tous ?*, 2019
- Aurélien Barrau, *Big bang et au-delà. Les nouveaux horizons de l'Univers*, 2019
- Brian Cox, Jeff Forshaw, *Pourquoi $E = mc^2$? Et comment ça marche ?*, 2019
- Brian Cox, Jeff Forshaw, *L'univers quantique. Tout ce qui peut arriver arrive...*, 2018
- Marianne Freiberger, Rachel A. Thomas, *Dans le secret des nombres*, 2018
- Olivier Dard, *Maurras. Le nationaliste intégral*, 2019
- Viktor Frankl, *Le sens de ma vie. Autobiographie*, 2019
- Paul Halpern, *Le dé d'Einstein et le chat de Schrödinger. Quand deux génies s'affrontent*, 2019
- James Kingsland, *Bouddha au temps des neurosciences. Comment la méditation agit sur votre cerveau*, 2019
- Christophe Lucand, *Le vin et la guerre. Comment les nazis ont fait main basse sur le vignoble français*, 2019
- Jean-Pierre Luminet, Marc Lachièze-Rey, *De l'infini. Horizons cosmiques, multivers et vide quantique*, 2019
- Xavier Mauduit, Corinne Ergasse, *Flamboyant Second Empire. Et la France entra dans la modernité...*, 2018
- Natalie Petiteau, *Napoléon Bonaparte. La nation incarnée*, 2019
- Jacques Portes, *La véritable histoire de l'Ouest américain*, 2018
- Lee Smolin, *La renaissance du Temps. Pour en finir avec la crise de la physique*, 2019
- Thomas Snégaroff, *L'Amérique et son président, une histoire intime*, 2018
- Thomas Snégaroff, *Star Wars. Le côté obscur de l'Amérique*, 2018
- Thomas Snégaroff, *Kennedy. Une vie en clair-obscur*, 2017
- Max Tegmark, *Notre univers mathématique. En quête de la nature ultime du réel*, 2018
- Alberto Toscano, *Sacrés Italiens !*, 2019
- Alberto Toscano, *Un vélo contre la barbarie nazie. L'incroyable destin du champion Gino Bartali*, 2019
- Robert Wolke, *Ce qu'Einstein disait à son coiffeur. Des réponses décoiffantes à des questions de tous les jours*, 2019

Antoine Prost

Petite histoire de la France

De la Belle Époque à nos jours

EKHO

Maquette de couverture : Delphine Dupuy

©Armand Colin, 1979, 1982, 1996, 1997, 2000, 2009, 2013

©Dunod, 2020

Ekho est une marque de Dunod Éditeur,
11, rue Paul Bert, 92240 Malakoff

ISBN 978-2-10-080036-0

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Avertissement

Cette petite histoire de la France au xx^e siècle répond à un souci pédagogique : mettre entre les mains d'étudiants débutants, historiens, mais aussi juristes, économistes ou sociologues, un manuel élémentaire où trouver l'essentiel de notre histoire politique et sociale depuis le début du xx^e siècle. L'accueil qu'il a reçu me laisse penser qu'il répond aussi aux besoins d'un public plus large, soucieux des grandes lignes d'une histoire qu'il a vécue, au moins en partie, mais dont les cheminements lui échappent parfois.

Comme l'histoire ne s'arrête pas, j'ai remanié cet ouvrage à plusieurs reprises pour suivre l'actualité, mais sans toucher aux premiers chapitres. La « petite » histoire s'allongeait au fur et à mesure des rééditions. Je l'ai reprise ici dès le début, dans le double but de tenir compte des apports de l'historiographie récente, et de rester fidèle à son qualificatif. J'ai notamment renoncé à donner en annexe des biographies des principaux hommes politiques qui abondent aujourd'hui sur internet, et qu'un index permettra de retrouver aisément dans le texte.

J'ai évité le jargon savant, les considérations méthodologiques et les discussions idéologiques. Je me suis efforcé d'être simple, clair et concis. Comme mon récit ne suit pas un plan strictement chronologique, au début de chaque chapitre des « repères chronologiques » facilitent la consultation.

Si brève soit-elle, cette petite histoire n'en reste pas moins un livre, c'est-à-dire l'œuvre d'un auteur, avec ses points

de vue. J'ai conscience de proposer une vision de notre histoire qui est mienne. Je la crois fondée parce qu'elle intègre l'ensemble des faits auxquels j'attache de l'importance. Le lecteur jugera si cette synthèse est acceptable aux lacunes qu'il y décèlera.

Antoine PROST

La France de la Belle Époque

Repères chronologiques

- 1881** Loi rendant l'école primaire gratuite (Jules Ferry)
- 1882** Loi rendant l'école primaire obligatoire et laïque (Jules Ferry)
- 1884** Loi autorisant les syndicats (Waldeck-Rousseau)
- 1892** Tarif douanier protectionniste (Méline)
Loi interdisant le travail des enfants de moins de 12 ans
- 1895** Création de la CGT
- 1898** Loi sur les accidents du travail (26 mars)
- 1899** Ministère Waldeck-Rousseau (jusqu'en 1902)
- 1901** Loi sur les associations (2 juillet)
Création du parti radical
- 1902** Victoire radicale aux élections législatives. Ministère Combes (jusqu'en 1905)
- 1904** Loi interdisant aux congréganistes d'enseigner (mars)
Rupture des relations diplomatiques avec le Saint-Siège (30 juillet)
- 1905** Création du parti socialiste
Incident franco-allemand (Tanger)
Loi séparant les Églises de l'État (9 décembre)

- 1906** Acte final de la conférence d'Algésiras sur le Maroc (7 avril)
Grève générale du 1^{er} mai
Loi sur le repos hebdomadaire (13 juillet)
Charte d'Amiens (CGT)
Ministère Clemenceau (jusqu'en 1909)
- 1907** Troubles viticoles du Languedoc
- 1908** Incidents sanglants de Draveil – Villeneuve-Saint-Georges
- 1910** Loi sur les retraites ouvrières et paysannes
Briand brise la grève des cheminots (octobre)
- 1911** Caillaux règle par la négociation avec l'Allemagne l'incident d'Agadir (accord du 4 novembre)
- 1912** Ministère Poincaré (jusqu'à l'élection de Poincaré à la présidence de la République en 1913)
- 1913** Loi portant de 2 à 3 ans la durée du service militaire (19 juillet)

LA BELLE ÉPOQUE: entre l'Exposition internationale de 1900 et la Première Guerre mondiale. Cette période est désignée ainsi par nostalgie en 1940, pour souligner la prospérité et la stabilité qui la caractérisaient. Mais elle avait ses côtés d'ombre.

L'économie: retards et novations

La terre et les hommes

La France compte alors 87 départements, car l'Alsace-Lorraine est allemande depuis 1871.

Sa population se monte à 39,6 millions d'habitants (1911), dont 1,2 million d'étrangers. Le malthusianisme a beaucoup progressé, dans la paysannerie et la petite bourgeoisie, si bien que la population stagne

(taux de natalité 1906-1911 : 20,2% ; mortalité : 19,6% ; taux net de reproduction : 95, un taux de 100 étant nécessaire pour que 100 mères soient remplacées, à la génération suivante, par 100 filles). La politique anticléricale est incompatible avec des mesures que préconise la droite en faveur de la famille et de la natalité. L'individualisme républicain, soucieux de promotion sociale, est plutôt favorable au malthusianisme. Il a peur, enfin, du peuple des faubourgs et ne voit pas l'intérêt de l'encourager à proliférer.

La prospérité économique

Elle est d'autant plus sensible que la monnaie est stable : le franc conserve la valeur qui lui avait été fixée en 1803. Pendant tout le XIX^e siècle, 1 franc vaut 322 mg d'or. Dans l'ensemble, les prix sont stables, malgré une légère hausse, de 1907 à 1913.

De 1895 à 1914, une période de croissance économique fait suite à vingt années de stagnation (1873-1895). Cette croissance est entraînée par des secteurs de pointe. De 1896 à 1913, la production de caoutchouc est multipliée par 4, celle des industries chimiques par 2,7. La production d'acier augmente de 8,7% par an (1,6 million de tonnes en 1900, 4,7 en 1913), celle d'électricité de 14,5%, celle d'aluminium de 19,3%. Née de la conjonction des industries mécaniques et du caoutchouc (Michelin), l'industrie automobile est en tête de la croissance, au rythme de 28,3% par an de 1904 à la guerre. Avec 45 000 voitures produites en 1913, elle est dépassée depuis peu par les États-Unis.

Dans ces secteurs de pointe, existent dès cette époque de grandes usines (Renault occupe plus de 4 000 ouvriers à Billancourt, Schneider plus de 9 000 au Creusot), tandis que commence l'organisation scientifique du travail, avec le chronométrage, que font connaître les grèves qu'il provoque en 1912-1913.

Ombres et retards

Toute l'industrie ne progresse pas au même rythme. Certains secteurs sont à la traîne : les cuirs et peaux, l'habillement, le textile, dont la production passe de l'indice 85 en 1900 à l'indice 100 seulement en 1913. Or ces secteurs emploient de nombreux ouvriers : 2 465 000 dans le textile et l'habillement, 704 000 dans le bois et l'ameublement, contre 828 000 pour l'ensemble de la sidérurgie, de la métallurgie et des constructions mécaniques.

D'autre part, l'agriculture piétine, avec des rendements faibles (13,6 quintaux à l'hectare pour le blé en moyenne, de 1901 à 1910). Or elle représente 40% du produit physique de l'économie française en 1910.

Le protectionnisme a été adopté (Méline, 1892), non seulement pour défendre les produits agricoles français contre la concurrence des pays neufs qui fait baisser les prix depuis 1882-1885, mais aussi pour réserver le marché intérieur et colonial aux industries cotonnières et même métallurgiques. Malgré des exceptions brillantes, dans l'ensemble, la mentalité dominante est davantage celle du rentier que de l'entrepreneur.

L'impérialisme français

Cette mentalité, conduit les Français que la prospérité enrichit à placer leurs capitaux en fonds d'État étrangers plutôt qu'en actions de sociétés françaises ou en entreprises coloniales.

L'empire colonial est achevé. Après l'Algérie, la Tunisie (1881), le Tonkin (1885) et l'Indochine, Madagascar a été conquise (1895) et les territoires africains organisés en deux ensembles : l'Afrique occidentale française (AOF) et l'Afrique équatoriale française (AEF). Reste le Maroc, occasion de deux conflits avec l'Allemagne, le premier (Tanger, 1905) réglé en 1906 par la conférence d'Algésiras qui accorde à la France une situation privilégiée, le second, plus grave (Agadir, 1911), que le président du Conseil,

Caillaux, règle par une négociation directe : la France a les mains libres au Maroc en échange d'une compensation territoriale en Afrique (une partie du Congo français est cédé au Cameroun allemand). L'empire coûte plus qu'il ne rapporte, et les investissements français y sont faibles : 4 milliards de francs-or en 1914, mais les Français en sont fiers : humiliée par la défaite de 1870, la France est redevenue une grande puissance.

Avec 41 milliards, les placements à l'étranger sont dix fois plus importants. Ils progressent rapidement à cette époque (26,5 milliards, sans les colonies, en 1900). L'Europe orientale est la zone privilégiée d'expansion du capitalisme français (Russie, 11,3 milliards ; Autriche-Hongrie, Turquie et autres pays balkaniques, 8 milliards), suivie par l'Amérique du Sud (6 milliards).

Une société très contrastée

Les paysans

Politiquement et socialement, ils dominent par le nombre. En 1900, 60% des Français vivent à la campagne et 40% à la ville (définie très largement comme une agglomération d'au moins 2000 habitants). 58% des actifs sont des agriculteurs. L'unité de la paysannerie est culturelle : coutumes locales (fêtes patronales, carnaval, veillées), valeurs communes (travail, épargne, conquête de l'indépendance par la propriété) et uniformité du genre de vie (alimentation, vêtement, logement) soudent des communautés villageoises où pourtant les hiérarchies sociales sont très fortes et très présentes. Socialement, trois clivages interfèrent :

- les ouvriers (1,8 million de domestiques et 1,2 de journaliers en 1892) s'opposent aux 3,6 millions d'exploitants ;
- parmi les exploitants, ceux qui possèdent leur exploitation (2,2 millions) se distinguent des fermiers

et métayers qui s'opposent aux propriétaires rentiers du sol;

- quelle que soit leur nature juridique, les exploitations diffèrent par leur taille. Par leur nombre, les petites l'emportent de très loin, mais les grandes sont économiquement dominantes : 44,3 % du territoire agricole est cultivé par les exploitations de plus de 40 hectares.

Les inégalités sont donc très grandes, du domestique qui mange à la table de son patron, mais couche à l'étable, pour des gages annuels de 400 à 500 francs (1913), au gros cultivateur qui exploite en faire-valoir direct une terre de 30 ou 40 hectares, et gagne plus de 10 ou 12 000 francs. Un gros fermier est souvent plus riche qu'un petit, ou même qu'un moyen propriétaire. Les plus petits (moins de 5 hectares) se nourrissent tout juste sur leur terre. Leur revenu annuel est de quelques centaines de francs. Mais ils sont indépendants et ils gardent l'espoir de s'agrandir.

Les hiérarchies villageoises diffèrent suivant les régions. P. Barral a distingué des pays de démocratie et d'autres de hiérarchies, acceptées ou non. Des cas extrêmes : le Bourbonnais, avec ses métayers soumis à des régisseurs qui les exploitent pour le compte des propriétaires ; le Maine, où les fermiers exploitent souvent de père en fils des fermes que leur loue une même famille noble, acceptée et respectée ; les grosses fermes du Bassin parisien ; les villages plus égalitaires du Pays d'Auge ou du plateau lorrain ; les vignobles souvent républicains, etc.

Les ouvriers

On peut les caractériser par leur travail, leur mode de vie ou leur conscience de classe.

Le travail est encore proche de l'artisanat. On ne trouve d'ouvriers astreints à servir et surveiller une machine, que dans quelques secteurs, comme les filatures. Les ouvriers à

domicile sont encore nombreux (26,3% en 1906), et les véritables usines (plus de 100 salariés) ne regroupent que 24,3% des ouvriers. La petite entreprise domine, voire l'atelier.

Il y a donc deux sortes d'ouvriers : des professionnels très qualifiés, capables d'utiliser des machines polyvalentes non spécialisées, ou dont le tour de main et l'expérience sont nécessaires ; et d'autre part des manœuvres, très nombreux, car les tâches de manutention sont importantes. Leur importance explique que le travail des enfants, interdit avant 12 ans par la loi de 1892, n'ait pas totalement disparu. La législation du travail est d'ailleurs en retard sur l'étranger (loi de 10 heures : 1904 ; repos hebdomadaire : 1906), et le seul élément vraiment important en est la loi sur les accidents du travail (1898).

La condition ouvrière s'est améliorée. Les salaires annuels sont de l'ordre de 1 000-1 300 francs (1 500 francs pour les mineurs en 1912), comparables à ceux des employés et petits fonctionnaires (l'instituteur débute à 1 100 francs). Mais les familles sont plus nombreuses et comptent sur les gains des enfants, entre la sortie de l'école (13 ans ou moins, si l'on a le certificat d'études) et la majorité. Les gains des enfants représentent en 1913 20% des ressources des familles ouvrières. L'alimentation s'enrichit : la viande et le vin apparaissent quotidiennement. Le logement est souvent défectueux (d'où la création des offices des HBM par une loi de 1912), mais donne lieu à une exploitation pesante des propriétaires.

Le grand problème est l'insécurité, liée au chômage saisonnier, présent dans tous les secteurs industriels, même la construction automobile. Dans l'ensemble, il y a environ 140 ouvriers pour 100 emplois disponibles. La maladie est une catastrophe. Les vieux sont obligés de travailler jusqu'au bout, pour des salaires qui diminuent. Leur situation dramatique inspire la loi sur les retraites ouvrières et paysannes de 1910, qui est un demi-échec.

La conscience de classe est très inégale. La grève est légale depuis 1864, sauf pour les fonctionnaires, les syndicats depuis 1884 (loi Waldeck-Rousseau). Deux formes de regroupement de syndicats coexistent : un groupement local, les Bourses du travail, qui forment une fédération nationale en 1892, et un groupement national par métier ou par industrie, qui débouche en 1895 sur la CGT (Confédération générale du travail). Les deux organismes fusionnent en 1902.

Le syndicalisme est alors révolutionnaire. Il vise à regrouper une minorité résolue de militants et ne cherche ni à réunir de gros effectifs (355 000 adhérents en 1913), ni à construire un puissant appareil centralisé. Il compte sur la grève générale ou l'action directe des ouvriers contre leurs patrons, plutôt que sur la conquête du pouvoir politique, de l'État, par les partis ouvriers. La Charte d'Amiens (1906) exprime cette idéologie. Mais elle s'accommode d'une pratique plus réformiste et elle n'a pas toujours prise sur la vie syndicale quotidienne, à la base.

Les bourgeois

Ils forment un monde étroit. Des négociants, des industriels et beaucoup de rentiers (560 000 en 1906), qui vivent sans rien faire, ou des personnes auxquelles leur profession libérale donne de l'influence, de la notoriété et de l'honorabilité, sans les priver de la liberté d'utiliser leur temps à leur guise, médecins (20 000), pharmaciens (13 000), notaires (8 500), avocats (6 500). Il s'y ajoute les officiers (31 000), les magistrats et les hauts fonctionnaires.

Tous sont peu ou prou propriétaires : ils possèdent des biens, d'où ils tirent des revenus. Ils prennent assez tôt leur retraite, vers 45 ans, quand ils héritent de leurs parents. Ils deviennent alors des rentiers, d'où l'importance de cette catégorie sociale. La bourgeoisie se définit ainsi par le patrimoine : une fortune familiale transmise par la dot et l'héritage, deux épisodes où interviennent les notaires.

Les contrats de mariage règlent le statut de l'indispensable dot. Au décès, la succession des bourgeois est souvent supérieure à 100 000 francs (terres, maisons, fonds d'État, obligations de chemins de fer, actions pour les plus riches), contre quelques dizaines de milliers pour les commerçants ou employés, et quelques milliers pour les très rares ouvriers qui laissent un héritage.

Le cadre et le mode de vie distinguent les familles bourgeoises. Elles ont des domestiques, ou du moins une « bonne » (946 000 domestiques en 1906, soit plus que d'ouvriers métallurgistes). La cuisine est distante de la salle à manger, elle-même distincte du salon, pièce de réception au mobilier spécifique (piano, meubles de style). Les manières nécessaires pour mener une vie de relation (visites pour les femmes, cercle pour les hommes) ne s'apprennent pas au lycée : arts d'agrément pour les filles, escrime, équitation pour les garçons. Les humanités façonnent une culture commune : on a pu définir le bourgeois par la possession du baccalauréat. Mais cette culture est « fille du loisir » (Valéry).

La mobilité sociale

Il est possible de franchir certains barreaux de cette échelle sociale, non de la parcourir en une seule génération.

Les études constituent une première filière de mobilité sociale. Mais les lycées et collèges sont payants et les bourses rares. Les études primaires supérieures, qui se développent, conduisent aux niveaux intermédiaires : fonctionnaires moyens (instituteurs, percepteurs, receivers des postes), ou employés supérieurs (comptables).

L'entreprise constitue une seconde filière. On peut s'élever par l'artisanat et le commerce, mais la réussite n'est pas garantie et si l'on fait fortune, faute d'éducation, on reste un parvenu. La famille deviendra bourgeoise à la génération suivante, quand la fortune sera héritée, et si les héritiers ont reçu une bonne éducation.

Forces et faiblesses du régime

Les institutions

Il n'y a pas de Constitution, mais trois lois constitutionnelles votées en 1875.

Le législatif est partagé entre deux Chambres, dont la réunion forme l'Assemblée nationale. La Chambre des députés (plus de 600) est élue au suffrage universel direct. Le Sénat (300 sénateurs élus pour 9 ans) se renouvelle par tiers tous les trois ans. Il est élu par des collèges électoraux de département, où les communes rurales sont surreprésentées.

À la tête de l'exécutif, le président de la République est élu pour 7 ans par l'Assemblée nationale. Il est irresponsable, et tous ses actes doivent être contresignés par un ministre. Son principal pouvoir consiste à choisir telle ou telle personnalité politique pour former le gouvernement qui est responsable devant la Chambre des députés et le Sénat.

La crise du 16 mai 1877 a radicalement limité le rôle du président de la République. Le président Mac Mahon avait renvoyé un gouvernement qui n'avait plus sa confiance ; la Chambre refusa d'en accepter un autre ; le Président décida alors de la dissoudre comme la loi le lui permettait, mais les nouvelles élections reconduisirent la majorité républicaine. Le Président s'inclina et choisit un gouvernement qui aie la confiance des députés. Cet épisode discrédita le droit de dissolution qui tomba en désuétude. C'est un facteur d'instabilité ministérielle, car les députés peuvent renverser les gouvernements successifs sans craindre d'être renvoyés devant les électeurs. La Belle Époque connaît cependant une grande stabilité ministérielle, avec les cabinets Waldeck-Rousseau (1899-1902), puis Combes (1902-1905), et, après un intermède Rouvier, Clemenceau (1906-1909).

La majorité

Cette stabilité s'explique par l'existence d'une solide majorité, autour de la question religieuse, qui domine la politique française au début du siècle.

L'affaire Dreyfus a suscité, en effet, une agitation nationaliste soutenue et amplifiée par la presse catholique. La République semble menacée par la réaction cléricale. Waldeck-Rousseau réagit en faisant voter la loi du 2 juillet 1901 sur les associations qui oblige les congrégations religieuses à obtenir une autorisation.

Cette politique est violemment attaquée par la droite aux élections législatives de 1902, mais la gauche les remporte. Waldeck-Rousseau, fatigué – il meurt en 1904 – conseille Combes pour lui succéder. Celui-ci applique de façon sectaire la loi de 1901, refusant l'autorisation à la plupart des congrégations et les obligeant à fermer leurs maisons. Une loi de 1904 interdit aux congréganistes d'enseigner. La loi de séparation des Églises et de l'État (9 décembre 1905), votée après la chute de Combes dans un esprit de conciliation doit beaucoup à son rapporteur, Briand, ainsi qu'au leader des socialistes, Jaurès, soucieux d'en finir avec la question religieuse pour passer à des réformes sociales. Elle n'en est pas pour autant acceptée par l'Église catholique. Le pape, avec qui les relations diplomatiques ont été rompues en 1904, la condamne, et les catholiques sont inquiets de voir les curés perdre le traitement de fonctionnaires que l'État leur assurait. Les inventaires du mobilier des églises, auxquels la loi conduit à procéder, suscitent par endroits des protestations vives.

Dans l'ensemble pourtant, la politique anticléricale est populaire dans le pays. Dans les régions déchristianisées, on reproche aux prêtres leur vie oisive et inutile, leurs pressions politiques, leur prétention à régir la vie des familles jusque dans leur intimité par la confession. L'anticléricalisme fait la force du parti radical.

Partis et élections

La lutte anticléricale amène les radicaux à se constituer en parti (1901), en vue des élections de 1902. Auparavant, il n'y avait pas de véritable parti politique. Le besoin ne s'en faisait pas sentir.

En effet, la loi électorale était celle du scrutin d'arrondissement, scrutin uni-nominal majoritaire à deux tours. Le premier tour permettait à tous les candidats de tenter leur chance. Au second tour, les républicains se désistaient en faveur de celui d'entre eux qui était le mieux placé pour battre le conservateur : c'était la discipline républicaine. Les fondateurs du parti radical, des comités électoraux, des journaux, des sociétés de pensée, voulaient éviter que la dispersion des voix républicaines au premier tour ne mette en tête un républicain trop modéré. Le parti est créé pour éclairer les électeurs, et leur dire quel est le « bon » républicain : il distribue des investitures électorales. De fait, le parti radical domine la vie politique à la Belle Époque, avec des hommes comme Combes ou Clemenceau.

Le parti socialiste se constitue en 1905, l'Internationale ayant demandé en 1904 (congrès d'Amsterdam) aux deux partis dirigés respectivement par Guesde et par Jaurès de fusionner (d'où le sigle SFIO : section française de l'internationale ouvrière). Les objectifs du parti socialiste unifié diffèrent de ceux du parti radical. Il veut organiser politiquement la classe ouvrière. C'est un parti de masse (90 000 adhérents en 1913), et non une simple machine électorale. Mais l'union le renforce électoralement : il passe de 52 députés en 1906 à 75 en 1910 et 103 en 1914.

Les socialistes dénoncent dans l'anticléricisme un alibi qui dispense la bourgeoisie de traiter la question sociale. Après la grève du 1^{er} mai 1906 pour réclamer la journée de 8 heures, Clemenceau réprime durement et habilement l'agitation ouvrière (grèves des postiers en 1907, incidents sanglants à Draveil et Villeneuve-Saint-Georges, à

l'occasion de la grève du bâtiment en 1908), comme celle des viticulteurs du Languedoc, touchés par l'effondrement des cours et la mévente du vin (1907). Briand, qui lui succède, brise une grève des cheminots (octobre 1910) en les mobilisant.

Ces problèmes ne sont pourtant guère discutés dans la campagne électorale de 1910, où les candidats, radicaux comme conservateurs, font jouer des réseaux locaux. D'où la campagne d'opinion en faveur de la représentation proportionnelle, qui ferait passer les programmes avant les personnes. On dénonce dans l'arrondissement des « mares stagnantes », ou un « miroir brisé ».

L'instabilité ministérielle qui se manifeste alors bénéficie aux conservateurs que rejoignent certains radicaux par patriotisme en une période de tension internationale. Après la chute de Caillaux, jugé trop conciliant envers l'Allemagne, Poincaré devient président du Conseil (1912-1913) puis de la République. La durée du service militaire, réduite à 2 ans depuis 1905, est ramenée à 3 ans (1913).

Cette mesure impopulaire contribue à la victoire des socialistes et des radicaux aux élections de 1914.

Conclusion : le consensus républicain

L'achèvement de l'unité nationale

L'unification du territoire se termine à cette époque, avec l'achèvement du réseau ferré (40 600 km en 1911, plus 9 600 km de chemins de fer d'intérêt local) et du réseau routier (53 000 km de routes nationales et départementales, plus 540 000 km de chemins vicinaux). Le service militaire, obligatoire pour tous les hommes jeunes depuis 1889, brasse ruraux et citadins. L'analphabétisme recule (moins de 4% de conscrits illettrés, à partir de 1908), avec la généralisation de l'instruction primaire, gratuite, obligatoire de 6 à 13 ans et laïque depuis les lois de Jules Ferry (1881 et 1882).

L'école fait coexister le français avec les langues locales, et le système métrique avec les mesures ancestrales.

L'évidence du progrès

La croissance économique provoque une amélioration des conditions de vie, l'instruction ceux de l'hygiène et de la santé. Les campagnes s'enrichissent et l'on construit des fermes neuves.

Tous ces progrès matériels, ces extraordinaires inventions que montre l'Exposition universelle de 1900, entraînent une confiance dans la science, au moment même où renaît un certain spiritualisme (Bergson) dans les élites cultivées. Les Français de la Belle Époque ont le sentiment d'avoir réalisé d'immenses progrès. La République en est renforcée car elle en a le mérite.

Le patriotisme

Malgré des dissidences tapageuses, comme l'Action Française monarchiste de Maurras, qui critique l'impuissance du parlementarisme, le régime est très solide. Il est cimenté par un patriotisme que développent l'école primaire comme le catéchisme.

On le voit avec la mobilisation générale du 2 août 1914. Le syndicalisme ouvrier se prétendait internationaliste. Il était antimilitariste, et la CGT avait préconisé de répondre à la mobilisation par la grève générale. Cet antimilitarisme superficiel s'effondre en 1914. Sur la tombe de Jaurès, assassiné, Jouhaux, secrétaire général de la CGT, affirme : « Nous serons les soldats du droit et de la liberté. » Les ouvriers partent comme les paysans faire la guerre au militarisme des Allemands et de leur Empereur.

La guerre révèle ainsi la profondeur d'un consensus républicain et patriotique : une même effigie féminine symbolise à la fois la France et la République.

La Première Guerre mondiale et ses suites (1914-1930)

Repères chronologiques

- 1891** Alliance franco-russe
- 1898** Fachoda. La France accepte la domination anglaise sur la Haute-Égypte
- 1903** Voyage à Paris du roi d'Angleterre Édouard VII
- 1904** Entente cordiale: accord entre la France et l'Angleterre
- 1908** Annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche
- 1914** Assassinat de l'archiduc d'Autriche à Sarajévo (28 juin)
Mobilisation générale (2 août)
Bataille de la Marne (6-13 septembre)
- 1915** Entrée en guerre de l'Italie (mai)
- 1916** Attaque allemande contre Verdun (21 février)
- 1917** Abdication du tsar et gouvernement Kerenski (mars)
Entrée en guerre des États-Unis (2 avril)
Vaine et sanglante attaque française au Chemin des Dames (16 avril)
Révolution d'octobre en Russie, et prise du pouvoir par les bolcheviks (novembre)
Clemenceau président du Conseil (novembre)

- 1918** Percée allemande sur la Somme (mars),
puis sur le Chemin des Dames (mai)
Échec de l'offensive allemande en Champagne
(juillet)
Armistice (11 novembre)
- 1919** Traité de paix, signé à Versailles (28 juin)
Élections législatives (14 novembre), victoire du Bloc
national et débuts de la Chambre « bleu-horizon »
- 1920** Grève générale des cheminots (mai)
Congrès du parti socialiste à Tours et naissance
du parti communiste (décembre)
- 1923** Occupation de la Ruhr par les troupes françaises
(janvier)
- 1924** Victoire du Cartel (radicaux et socialistes)
aux élections législatives du 11 mai. Ministère
Herriot
Plan Dawes
- 1925** Chute du cabinet Herriot
Conférence et traité de Locarno (16 octobre)
- 1926** Retour de Poincaré à la présidence du Conseil,
en pleine crise du franc (juillet)
Condamnation de l'Action Française par le pape
- 1928** Stabilisation du franc par Poincaré (25 juin)
Pacte Briand-Kellogg (27 août)
- 1929** Démission de Poincaré
Plan Young
- 1930** Création des assurances sociales
Tardieu évacue tous les territoires encore occupés
par la France en Allemagne
- 1932** Loi contraignant toutes les entreprises à entrer
dans les systèmes d'allocations familiales (11 mars)
- 1938** Émancipation juridique de la femme mariée